



COMITE CENTRAL D'ENTREPRISE DCF des 6 et 7 AVRIL 2006

RESULTATS DE LA STE DISTRIBUTION CASINO France EN 2005

Evolution du parc des magasins en 2006 :

Hypermarchés : 126 (+ 5 par rapport à 2004, 1 intégré et 4 affiliés) avec une évolution de la superficie commerciale de + 7.7 %

Supermarchés : 360 (+ 19 par rapport à 2004, 4 intégrés, 3 franchisés et 12 affiliés) avec une évolution de la superficie commerciale de + 12.4 %

Contexte économique

Un bilan de l'année 2005 particulièrement tendu pour toutes les parties prenantes de la grande distribution en France. Les ménages français sont obligés d'arbitrer dans les dépenses face aux hausses de prix de produits et de services incontournables (transport, logement...). Les dépenses alimentaires sont victimes de ces arbitrages : les consommateurs privilégient des produits moins chers dans un contexte de désimplification croissante vis-à-vis des marques nationales.

***FO FAIT REMARQUER** que progressivement les produits 1^{er} Prix et MDD font aussi l'objet d'innovations dont le coût supplémentaire, répercuté sur l'étiquette, n'est pas intégré dans l'indice officiel des prix. C'est la fameuse inflation masquée.*

Concernant les parts de marché, FO PRECISE que la bataille entre Distributeurs se situe aussi dans les M2 supplémentaires obtenus en CDEC (commission départementale d'équipement commercial) et dans le financement de ceux - ci. Dans le bilan 2005 des M2 obtenus, il est noté que Géant est en 3^{ème} position (sur un total de 9 enseignes), Casino Super en 4^{ème} position (sur un classement de 11 enseignes) et Leader Price se situe en 5^{ème} position (sur un total de 9 enseignes) (sources : bilan 2005 CDEC)

Chiffre d'affaires : 10 598 M€ (soit -1.8 % par rapport à 2004). Cette baisse de CA provient essentiellement des hypermarchés qui perdent - 211 M€. Les supermarchés intégrés génèrent un CA additionnel de + 24 M€.

La marge brute s'inscrit nettement en dessous de celle de 2004, en raison de l'offensive des prix : 28 % en 2005 contre 29 % en 2004, soit une baisse en valeur de 157 M€.

Le résultat d'exploitation recule ainsi de - 236 M€ pour s'établir à 109 M€. Tous les formats enregistrent une diminution de leur rentabilité en 2005.

***Explications** : c'est la baisse des prix ainsi que l'augmentation du CA MDD dans le CA global qui expliquent à la fois la baisse du CA et celle des marges d'exploitation. A volume constant, toute baisse de prix affecte directement le niveau des marges.*

Le résultat financier s'établit à 111 M€, en amélioration de + 67 M€, provenant du versement des dividendes de la Société ASI NCO (Franprix/Leader Price) à hauteur de 140 M€.

Au final, la Société DCF affiche un bénéfice net comptable de près de 180 M€ en diminution de -76 M€.

FORMATION PROFESSIONNELLE - Bilan du plan de formation 2005

En 2005, 11 689 K€ ont été consacrés à la formation, soit 1.68 % de la masse salariale.
6 439 personnes ont été formées, ce qui représente 242 002 heures de formation.

ORIENTATIONS 2006

Hypermarchés : Managers commerciaux juniors, apprentis, managers commerciaux évolutifs, techniques managériales, Métiers (développement de l'action de f° Marée et Fruits et Légumes), Prévention sécurité, Droit individuel à la formation, contrats de professionnalisation, Outil promotionnel Gold.

Supermarchés : Futur encadrement, séminaire intégration nouveaux managers, déploiement de la formation « Au cœur du Client », Management 1 (manager efficacement au quotidien), Management 2 (identifier votre style managérial et développer votre leadership), management 3 (évaluer ses collaborateurs), Métiers de l'espace marché, Métiers non alimentaire, Métiers du libre service et du service clients, Droit individuel à la formation.

FO INTERVIENT pour demander des explications sur les dérives constatées dans les supermarchés par rapport à l'utilisation du DIF. Dans certains supermarchés, la formation « au cœur du client » est imposée dans le cadre du DIF. La direction répond que cette formation ne doit pas rentrer dans le DIF.

Proximité : Evaluer les compétences de vos collaborateurs, Manager la qualité en magasins de proximité, la dynamisation du rayon frais libre service, Droit individuel à la formation.

BILAN SOCIAL 2005 DCF

Effectifs : une baisse continue depuis plusieurs années (- 4.6 % entre 2003 et 2005), une situation bien en phase avec ce que nous constatons tous les jours sur le terrain.

Heures travaillées : diminution de 3.8 % entre 2003 et 2005 soit 1 875 249 heures en moins.

Rémunérations : il subsiste un écart important entre les femmes et les hommes, écart plus sensible au niveau des cadres et AM.

Promotions internes : l'indicateur démontre que l'évolution statut employé vers agent de maîtrise ne fonctionne pas. A cet effet, une réflexion devra être menée afin de définir les éléments de motivation et les moyens à mettre en œuvre pour favoriser la promotion interne.

Des indicateurs encourageants : baisse de l'absentéisme, au niveau des accidents du travail, baisse du taux de fréquence et du taux de gravité, une diminution des accidents par éléments matériels.

FO FAIT REMARQUER à la Direction que si 2005 fait apparaître, après plusieurs années, quelques indicateurs positifs et encourageants, il s'agira toujours d'une action permanente afin que les chiffres ne s'inversent pas, donc en négatif, l'année suivante.

D'autre part, s'agissant de la Médecine du Travail, FO INSISTE afin que la CCN soit respectée au niveau des Visites Périodiques, notamment vis à vis des postes à gestes répétitifs parmi lesquels figurent « les CAISSIERES » dont la périodicité des visites médicales est de « 1 an » (art 8-3 de la CCN magasins alimentaires)

COMMISSION LOGEMENT - Bilan 2005

Prêts

376 prêts à l'accession/pass - travaux ont été accordés en 2005, soit 11 prêts de plus qu'en 2004. La même enveloppe qu'en 2005 a été reconduite pour 2006. La réglementation ne sera pas modifiée pour les prêts et il n'est pas prévu d'évolution particulière. 2006 devrait donc être identique en matière de prêts que 2005.

Logements réservés

Le nombre de logements réservés a augmenté en 2005 (220 logements contre 184 en 2004), malgré les attributions qui restent toujours difficiles à obtenir notamment dans certaines régions telles que Sud Est, L'île de France et la Savoie.

Toutefois, grâce à la montée en puissance de l'organisme 3F sur Solendi, le parc de logements devrait encore évoluer de manière sensible en fin 2006/début 2007.

Avances Loca Pass (caution au bailleur) - Garanties Loca Pass (en cas d'impayés)

Les avances Loca Pass sont en augmentation en 2005 (523 contre 321 en 2004). A l'inverse, les garanties sont en diminution car elles sont moins demandées par les bailleurs.

Les demandeurs peuvent cumuler la demande d'avance et la demande de garantie.

EGALITE PROFESSIONNELLE HOMME/FEMME

Sur le sujet « concilier emploi et parentalité », *FO intervient sur le cas des salariées de retour de congé maternité ou d'adoption qui ne retrouvent pas systématiquement leur poste de travail. De plus, un nouveau contrat de travail est signé avec des mentions qui n'existaient pas sur leur contrat initial telles que « le travail du dimanche et la modulation ».*

ANALYSE FO SUR CE CCE :

Nous avons assisté à un CCE très statutaire en l'absence des DRH de Branche.

Regret que nous avons exprimé, d'autant qu'il aurait été intéressant d'avoir une présentation détaillée des projets 2006

- en hypermarchés : « Excellence Caisses »
- en supermarchés : « Le projet d'enseigne 2008 : Casino Supermarchés, enseigne de référence dans un format supermarché »

Rendez-vous est pris sur un prochain CCE.

Pour le SNTA - FO Marie-Claude ASSENAT
Le 14 avril 2006